

Coe-Rexecode publie un audit de la situation financière des entreprises françaises

Le rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques publié ce mardi est sans ambiguïté : les comptes publics de la France sont très dégradés. Mais qu'en est-il des comptes des entreprises privées ? Coe-Rexecode s'est attaché à répondre à cette question en procédant à un Audit de la situation financière des entreprises françaises dont les conclusions visent à éclairer la décision publique.

1. Les entreprises françaises sont à la peine

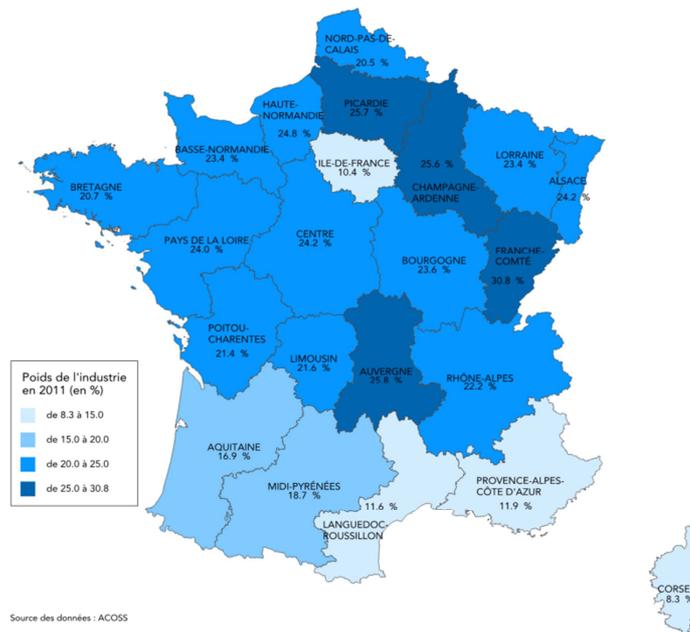
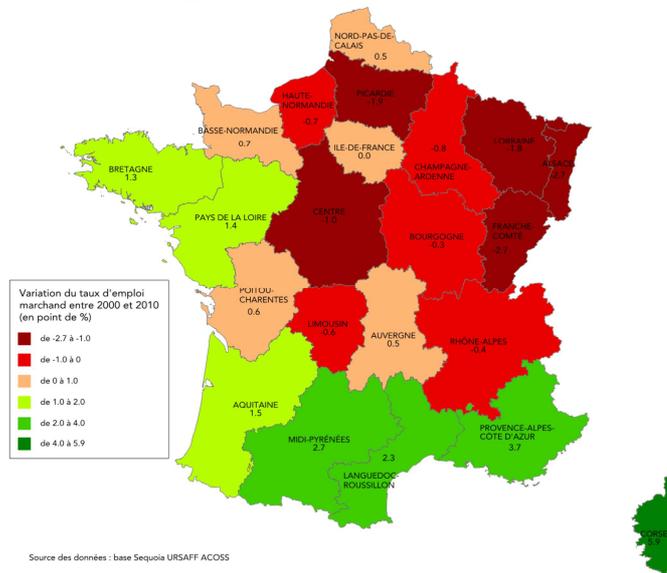
- Le **taux de marge et les capacités de financement des sociétés non financières sont dégradés** depuis la rupture de compétitivité survenue au tournant des années 2000 et sous l'effet de la récession. L'autofinancement brut réel des sociétés non financières est tombé, en 2011, à un niveau inférieur de 6% à celui de 2000.
- Pendant la crise, **la richesse supplémentaire** créée a été **intégralement redistribuée aux ménages**. En contrepartie, la part des revenus d'entreprise a sensiblement diminué.
- Au cours des années récentes, **la profitabilité et le rendement économique se sont détériorés** et leur taux d'endettement s'accroissait. La profitabilité de nos entreprises est très inférieure à ce qu'elle était il y a 5 ou 10 ans.
- C'est sur le **secteur industriel, le plus exposé**, que la baisse du taux de marge des entreprises s'est le plus fortement concentrée, chutant de plus de 10 points en 10 ans.

2. Elles ont cependant maintenu leurs efforts d'investissements et de recherche

- L'effort de **l'investissement productif français s'est maintenu** en dépit de l'érosion des profits. Les entreprises n'ont **pas non plus réduit leurs efforts de recherche et développement**, dont le niveau n'est que faiblement inférieur au taux allemand.
- Mais ces investissements se sont maintenus au prix d'un **endettement croissant**, faute d'une capacité d'autofinancement satisfaisante (67%, soit inférieure de 17 points à son niveau moyen depuis 20 ans).

3. Cette perte de compétitivité impacte différemment les entreprises selon les Régions

Les Régions dans lesquelles le taux d'emploi a le plus reculé depuis 10 ans sont aussi celles où le poids de l'industrie est le plus élevé.



La France se trouve dans une problématique économique dont les acteurs politiques et l'opinion publique prennent peu à peu conscience. La stratégie de politique économique doit concilier la restauration des comptes publics et l'impératif du redressement productif.

Contact presse : Anne-Charlotte Vuccino, 01 80 48 14 80, acvuccino@footprintconsultants.fr